

Les fortes têtes de l'Europe

Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 27 juin 2008

Les catholiques français encore nombreux, pasteurs en tête, selon qui il va de soi pour un chrétien d'être pour l'Europe [1] ne devraient pas manquer de s'étonner que les pays qui posent aujourd'hui le plus de problèmes au processus d'intégration européen soient la Pologne et l'Irlande.

Certes la Pologne, qui avait l'art de multiplier les objections au temps des frères Kaszinski, s'est calmée depuis le retour des libéraux au pouvoir [2]. Mais l'Irlande, la très catholique Irlande, vient d'infliger un camouflet à l'Europe comme disent les éditorialistes appelés à commenter les résultats du référendum du 11 juin 2008, une consultation qui a vu ce petit pays d'à peine cinq millions d'habitants dire non au traité de Lisbonne, version revue et à peine corrigée de la défunte Constitution européenne.

Que les pays notoirement les plus catholiques d'Europe soient les plus réticents à la construction européenne, aux origines de laquelle beaucoup voyaient pourtant, à tort ou à raison, la main du Vatican, est porteur d'une double leçon, à la fois sur le catholicisme et sur l'Europe.

Catholicisme et résistance

Beaucoup s'en tiennent au schéma classique selon lequel l'Église catholique est d'abord une organisation autoritaire, aimant les grandes structures organiques, hier le Saint-Empire, aujourd'hui l'Union européenne. La Pologne et l'Irlande sont tenues, de ce point de vue, pour deux cas spéciaux où tant l'adhésion à la religion catholique que l'esprit de rébellion s'expliquent par une histoire totalement singulière, celle de plusieurs siècles d'oppression où l'identité religieuse a servi de catalyseur à la résistance nationale. Que cette histoire ait fait des uns et des autres des têtes dures, hostiles même à ce qu'il peut y avoir de meilleur, comme la construction européenne, soit, mais ces pays restent, dira-t-on, des exceptions. Certains ajouteraient, méprisants, que le catholicisme les ayant laissés longtemps dans l'ignorance et la superstition, qu'ils soient rétifs au progrès des Lumières incarné par le projet européen ne saurait étonner. Au risque d'oublier que la France, elle aussi de tradition catholique, mais à qui on ne saurait faire le reproche d'ignorer les Lumières, avait déjà dit non à l'Europe le 29 mai 2005 ! Sans parler des Pays-Bas en majorité protestants.

Cette attitude méprisante n'est après tout pas différente de celles des contre-révolutionnaires français, ultra catholiques pourtant, qui se montraient réticents devant la révolution polonaise de 1830, au motif qu'il s'agissait d'une subversion de l'Europe de la Sainte Alliance et donc une entorse au principe d'autorité. Les mêmes laissèrent alors la gauche, pourtant anticléricale, soutenir la catholique Pologne.

Inutile de dire combien ces conceptions sont réductrices. Nous ne pensons pas, pour notre part, qu'il faille voir dans les cas irlandais et polonais des exceptions.

D'abord parce que ces pays, malgré leur situation aux marges de l'Europe (si l'on met à part la Russie, ce qui se discute), ont apporté une contribution éminente à l'histoire de l'Europe chrétienne. Sans remonter jusqu'au rôle joué par les moines irlandais dans la conservation de l'héritage latin au temps des ténèbres mérovingiennes, qui ne connaît la contribution éminente de l'Irlande à l'édification des États-Unis, aux missions outre-mer, ainsi qu'à la littérature de langue anglaise ? Quant au pays de Copernic et de Jean-Paul II, qui pourrait nier son rôle dans l'histoire européenne ?

Surtout, l'histoire de ces pays n'est pas aussi exceptionnelle que l'on croit. Il s'en faut de beaucoup que l'Église catholique ait en tout temps favorisé le parti de l'ordre. Oublions son alliance précoce avec les royaumes barbares qui firent voler en éclats l'Empire romain. L'Italie du Moyen-âge, quoique centre de la chrétienté, vécut dans un désordre continu. Les villes y étaient déjà républicaines. Les papes ne furent pas peu pour affaiblir au fil des siècles les empereurs d'Allemagne, jusqu'à plonger ce pays aussi dans l'anarchie. Le très positif Machiavel reprocha assez à la papauté ce rôle destructeur. Au contraire, le protestantisme vint conforter le pouvoir des princes dans l'Allemagne du XVI^e siècle, comme l'orthodoxie confortait l'Empire russe.

En France, face à une aristocratie en majorité gagnée par la réforme, c'est la Ligue, organisation formellement dirigée par le duc de Guise mais à forte composante populaire qui défendit bec et ongles le

catholicisme. La sociologie des ligueurs parisiens de 1590 préfigurait d'ailleurs largement celle des jacobins de 1792. En définitive, l'alliance de l'Église avec le parti de l'ordre, malgré les figures emblématiques de Constantin et de Charlemagne (ce dernier, si complaisamment invoqué à Bruxelles), fut dans l'histoire de l'Europe, plutôt l'exception que la règle.

Exception, l'Espagne du XVI^e siècle ; exception, la France du XVII^e siècle : est-ce un hasard si ces deux pays où l'alliance du trône et de l'autel avait été plus étroite que partout ailleurs, virent les plus violentes convulsions anticléricales de l'histoire européenne : la France en 1789, l'Espagne en 1936 ?

Le génie de Chateaubriand avait bien perçu, à l'encontre des réactionnaires de son temps, ce pacte multiséculaire entre le christianisme et l'esprit de liberté : La liberté est sur la croix du Christ ; elle en descend avec lui ; le génie évangélique est éminemment favorable à la liberté , dit-il [3].

Face à un projet impérial

Voilà pour le catholicisme. S'agissant de l'Europe, on dira : le but premier de cette entreprise, telle que la concurent les Pères fondateurs, est de dépasser les rivalités nationales pour fonder la paix, de promouvoir des coopérations étroites pour assurer la prospérité ; est-elle donc si oppressive pour qu'un peuple aimant la liberté comme le peuple irlandais puisse la refuser ? L'Europe n'est pas l'Empire britannique, elle n'est pas la prison des peuples russe ni, du moins on l'espère, l'expression du germanisme triomphant (ni les Irlandais, ni les Polonais ne sont des Germains et ils eurent au contraire à lutter contre des voisins germaniques).

Voire ! D'abord, Jean-Jacques Rousseau l'a dit : toute entité politique géographiquement étendue est inapte à la démocratie ; celle-ci est seulement possible dans de petites républiques comme celle de Genève. Plus l'État s'agrandit, dit-il, plus le gouvernement doit se resserrer [4]. On comprend en suivant la logique rousseauiste que, même si l'Union européenne n'a pas formellement la qualité d'empire, la démocratie y est techniquement difficile à organiser ; les gouvernants d'un si vaste ensemble risquent de s'éloigner des préoccupations des peuples qui le composent : n'est-ce pas ce à quoi nous assistons aujourd'hui ? Plutôt que de fulminer contre la faible capacité d'écoute de la commission européenne, comme le fait Nicolas Sarkozy, ne faudrait-il pas se demander si, dans un si vaste ensemble que l'Europe des vingt-sept, une telle coupure entre gouvernants et gouvernés n'est pas intrinsèque et donc irrémédiable ?

D'autant que la réalité du projet européen ne manque pas de laisser planer quelques doutes sur son caractère vraiment libéral : non seulement on voit proliférer une réglementation tatillonne et ambitieuse, que déjà Margaret Thatcher et l'école de Bruges dénonçaient, mais on assiste de plus en plus à un refus ouvert de la démocratie elle-même : avec quelle suffisance les partisans de tous bords du traité de Lisbonne ne déniaient-ils pas toute valeur au référendum irlandais, comme ils ont dénié toute valeur aux référendums français et néerlandais ! Ils vont jusqu'à exiger que ce pays revote jusqu'à ce qu'il dise oui – qu'il soit, si l'on ose dire soumis à la question jusqu'à ce qu'il avoue qu'au fond il n'est pas hostile au traité de Lisbonne !

Ce déni de démocratie de la part de ceux qui se voient, selon le schéma léniniste, comme une avant-garde éclairée conduisant l'Europe dans une entreprise de transformation prométhéenne, ne suffit-il pas à démontrer ce qu'a d'idéologique le projet européen, sinon tel qu'il était à l'origine, du moins tel qu'il est devenu aujourd'hui ? Ce ne sont pas seulement les peuples polonais ou tchèque qui y voient des analogies avec le projet soviétique, ce sont aussi des dissidents reconnus de l'ancien empire soviétique comme Alexandre Zinoviev ou Vladimir Boukovski. Il est étonnant, dit récemment ce dernier, qu'après avoir enterré un monstre, l'Union soviétique, on en construise un tout semblable, l'Union européenne, et Boukovski de souligner que l'une comme l'autre étaient ou sont dirigés par une vingtaine de personnes non élues.

Tous les dissidents qui se sont exprimés ont perçu l'analogie entre le projet européen et le projet soviétique — sans qu'il faille mettre cependant une équivalence entre la répression brutale des oppositions dans le système soviétique et la disqualification insidieuse des dissidents de la pensée unique dans le système européen.

L'instinct de la liberté est un, il est franc, il est clair, il ne transige pas. Il fait partie, qu'on le veuille ou non, bien plus que de mirifiques projets de dépassement des nations, du génie de l'Europe. Mais contrairement à ce qu'ont pu colporter les Lumières, le catholicisme fut historiquement plutôt l'allié, voire le ferment de cet esprit de liberté que son antithèse. Que deux pays réputés catholiques s'opposent à l'édifice de plus en plus

extravagant que les instances de Bruxelles s'obstinent à échauffer est loin d'être un accident ou un phénomène périphérique. C'est au contraire l'expression de la vérité cachée du projet européen. Ceux à qui une longue expérience de l'oppression a appris à se méfier savent, mieux que d'autres, reconnaître les multiples visages qu'elle prend.

En dépit de tout, ces petits peuples rebelles expriment le meilleur du génie de l'Europe : l'esprit de liberté.

L'article en espagnol

Notes[1] Nous ne reprenons naturellement pas à notre compte ces expressions d'usage courant. Bien au contraire, nous pensons que ce sont les adversaires de l'Europe supranationale qui défendent la civilisation européenne, fondée sur la diversité et la liberté.

[2] Et même le Premier ministre polonais Donald Tusk s'est fâcheusement distingué il y a quelques jours, en se faisant le porte-voix de la Commission pour répondre avec une violence peu diplomatique aux propos de Nicolas Sarkozy.

[3] Nous développons cet aspect de la pensée de Chateaubriand dans : Roland Hureaux, L'Actualité du gaullisme, chapitre II : Aux sources du gaullisme, Chateaubriand et le libéralisme catholique , p. 49 sq., François-Xavier de Guibert, 2007.

[4] Ces idées sont développées dans : Jean-Jacques Rousseau, Le Contrat social, Livre III, chapitre VIII. Les États-Unis semblent être une exception au principe énoncé par J.-J. Rousseau : pas de démocratie possible dans un trop grand ensemble. Au moins jusqu'ici...

D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à Décryptage